

F. 99 — 166

[C - 99/29005]

7 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

I. Présentation générale

Le projet présenté au Gouvernement s'inscrit dans sa volonté de soumettre un maximum des agents de ses Services à un régime statutaire unique, de manière à garantir également une plus grande équité entre ceux-ci.

Cette volonté postule notamment que, quelles que soient leurs fonctions, l'ensemble de ces agents soient recrutés par l'intermédiaire du SPR et que leurs carrières s'organisent de la même manière que pour l'ensemble des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Telle est la finalité du projet présenté au Gouvernement qui soumet la plupart des agents nommés en application des arrêtés du 1^{er} mars 1984 (dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française) et du 29 novembre 1991 (dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées des centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme), aux dispositions des arrêtés du Gouvernement du 22 juillet 1996 (statut et statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française), en assurant leur transposition dans un grade créé par le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Il permet en même temps d'assurer à ces agents la révision générale des barèmes accordée aux autres membres du Ministère depuis le 1^{er} septembre 1996.

Prenant cependant en considération le fait que les carrières planes créées, le cas échéant, par les dispositions créant les fonctions spécialisées (9 ans) étaient plus avantageuses que celles prévues par l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française (15 ans), le Gouvernement a décidé de ne soumettre d'emblée aux dispositions de cet arrêté du Gouvernement, que les agents qui, dans une carrière de fonction spécialisée, y étaient déjà nommés au grade le plus élevé d'une carrière plane ou qui étaient nommés à un grade non soumis au principe de la carrière plane.

Ce projet a fait l'objet des formalités suivantes :

- avis de l'Inspection des Finances : 28 novembre 1997,
- accord du Ministre de la Fonction publique : 16 mars 1998;
- accord du Ministre du Budget : 19 mars 1998;
- avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française : 11 mai 1998;
- négociation syndicale : protocole n°195 du 18 mai 1998;
- avis du Conseil d'État : 19 octobre 1998.

Il tient compte de la plupart des remarques formulées par ce Haut Collège.

L'avis du Conseil d'État n'est pas suivi pour ce qui est :

a) du maintien, dans le préambule, de la référence à l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, qui constitue, conjointement avec l'article 87 de la loi spéciale de réformes institutionnelles, le fondement juridique de la compétence du Gouvernement de la Communauté française pour prendre l'arrêté en projet;

b) du maintien, dans le préambule, de la référence à l'avis de l'inspection des Finances, qui rappelle que cet avis est exprimé au nom d'un Corps dont le principe de l'unicité a été posé par la loi spéciale de financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989;

c) du maintien, dans le préambule, de la référence à la délibération du Gouvernement sur cet arrêté, dont l'insertion permet de distinguer les arrêtés pris par le Gouvernement lui-même des arrêtés pris par ses membres sur délégation du Gouvernement.

II Commentaire des articles

1. L'article 1^{er} intègre le grade de chef d'activités principal de deuxième classe parmi les grades maintenus dans le nouveau statut sous leur ancien intitulé et l'intègre parmi les grades qui sont classés au niveau 2+ ou au niveau 2 selon que leurs titulaires sont ou non porteurs d'un diplôme ou certificat requis pour la nomination dans ce niveau.

2. L'article 2 intègre le même grade parmi ceux dont les titulaires peuvent être nommés au grade de premier assistant par changement de grade.

3. L'article 3 énumère les grades dont les titulaires ne sont pas soumis à l'ensemble des dispositions des statuts portés par les arrêtés du Gouvernement du 22 juillet 1996. Il s'agit des grades ne se situant pas au sommet d'une carrière plane de fonction spécialisée.

4. L'article 4 complète le tableau de transposition des grades repris en annexe II au statut porté par l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996, afin de déterminer les grades et catégories dans lesquels doivent être transposés les agents titulaires de grades de fonction spécialisée.

Il est tenu compte, dans cette disposition, de l'observation générale du Conseil d'État quant à la terminologie recommandée par ce Haut Collège pour désigner le grade de « Conseiller adjoint », dont l'insertion dans le tableau de transposition des grades est maintenue eu égard au fait qu'il est un grade non soumis au principe de la carrière plane et qu'il doit, pour cette raison, être soumis à l'ensemble des dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 dès l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Il n'est par contre pas tenu compte de l'observation du Conseil d'État quant à l'insertion dans ce tableau, du grade de chef d'activités de première classe : aucun agent n'est ou n'a été titulaire de ce grade.

5. L'article 5 d'une part intègre le grade de chef d'activités principal de deuxième classe parmi les grades dont la rémunération des titulaires est fixée dans une échelle transitoire.

Il pose d'autre part le principe de l'attribution d'une échelle spécifique aux agents titulaires du grade d'inspecteur principal pour la culture et du grade d'inspecteur principal de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, dans laquelle leur rémunération est fixée aussi longtemps qu'ils ne comptent pas une ancienneté de niveau de 15 ans.

6. L'article 6 insère le grade de chef d'activités principal de deuxième classe dans le tableau attribuant une échelle transitoire aux agents titulaires des grades énumérés à l'article 124 alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

7. L'article 7 insère, parmi les échelles créées par l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les échelles de traitement des agents qui seront recrutés en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exécuter les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, pour exercer une de ces fonctions.

8. L'article 8 complète le tableau repris à l'annexe IV de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, et qui met en regard grades anciens, grades nouveaux et échelles de qualification.

9. L'article 9 crée l'échelle nouvelle dont le principe est créé par l'article 5, alinéa 2.

10. L'article 10 précise que l'insertion du grade de chef d'activités principal de deuxième classe parmi les grades visés à l'article 124 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 (statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française), prend effet à la date d'entrée en vigueur visée à l'article 12 et non à celle de l'article 124 (1^{er} septembre 1996).

11. L'article 11 abroge les deux arrêtés de l'Exécutif du 29 novembre 1991 qui créaient les carrières de fonctions spécialisées, respectivement à la Direction générale du Sport et du Tourisme du Ministère de la Culture et des Affaires sociales et à la Direction générale de la Culture et de la Communication du même Ministère.

7 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87 § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié, notamment les articles 124, 125, 2°, 133 et l'annexe II;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié, notamment les articles 33 et 34 et les annexes I, IV et V;

Vu le protocole n° 195 du Comité de Secteur XVII, conclu le 18 mai 1998;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 11 mai 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 mars 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 juin 1998 réclamant communication de l'avis du Conseil d'État dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'État, donné le 19 octobre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°) des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 décembre 1998,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

Article 1^{er}. A l'article 124 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « de chef d'activités principal de deuxième classe, » sont insérés entre les mots « de premier correspondant de la recherche, » et les mots « de chef administratif, »;

2° à l'alinéa 4, les mots « de chef d'activités principal de deuxième classe, » sont insérés entre les mots « Les agents titulaires du grade » et les mots « de rédacteur comptable ».

Art. 2. A l'article 125, 2°, les mots « de chef d'activités principal de deuxième classe, » sont insérés entre les mots « les agents titulaires du grade » et les mots « de chef administratif ».

Art. 3. L'article 133 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 133 - Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1996, sauf l'article 119 qui entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement pour l'entrée en vigueur du cadre du Ministère de la Communauté française et l'article 50 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Toutefois, les agents titulaires du grade d'inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, d'inspecteur pour la culture, d'attaché au patrimoine culturel, d'attaché littéraire, d'attaché théâtral, d'attaché pour la promotion des arts plastiques, d'attaché pour la promotion musicale, d'attaché pour la promotion cinématographique, d'attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques, de premier attaché au patrimoine culturel, de premier attaché littéraire, de premier attaché théâtral, de premier attaché pour la promotion des arts plastiques, de premier attaché pour la promotion musicale, de premier attaché pour la promotion cinématographique, de premier attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques, restent soumis aux dispositions en-vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sauf en ce qui concerne :

- les articles 3 et 4 du titre 1^{er};
- le titre II;
- l'article 7 du titre III;
- le titre IV;
- le titre V;
- les articles 20 à 30 du titre VI;
- le titre VII;
- les chapitres IV et V du titre VIII,
- le titre IX;
- le titre X;
- le titre XI;
- le titre XII;
- le titre XIII;
- les articles 123, 127, 128 et 129 du titre XIV. »

Art. 4. A l'annexe II du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre la mention :

« 1	12	directeur ou directrice	administratif	1	14	premier conseiller juridique»
-----	----	-------------------------	---------------	---	----	-------------------------------

et la mention :

« 1	12	directeur ou directrice	expert	1	13	ingénieur en chef-directeur »
-----	----	-------------------------	--------	---	----	-------------------------------

sont insérées les mentions :

« 1	12	directeur ou directrice	inspection	1	14	premier conseiller des services sportifs
1	12	directeur ou directrice	expert	1	13	conseiller au patrimoine culturel
1	12	directeur ou directrice	expert	1	13	conseiller littéraire
1	12	directeur ou directrice	expert	1	13	conseiller théâtral
1	12	directeur ou directrice	expert	1	13	conseiller pour la promotion des arts plastiques
1	12	directeur ou directrice	expert	1	13	conseiller pour la promotion musicale
1	12	directeur ou directrice	expert	1	13	conseiller chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques »

2°) entre la mention :

« 1	12	directeur ou directrice	expert	1	13	dirigeant du service technique »
-----	----	-------------------------	--------	---	----	----------------------------------

et la mention :

« 1	10	attaché ou attachée	expert	1	10	architecte
-----	----	---------------------	--------	---	----	------------

sont insérées les mentions :

« 1	11	inspecteur principal ou inspectrice principale	inspection	1	12	inspecteur principal-chef de service
-----	----	--	------------	---	----	--------------------------------------

1	11	inspecteur principal ou inspectrice principale	inspection	1	11	inspecteur principal de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air
1	11	inspecteur principal ou inspectrice principale	inspection	1	11	inspecteur principal pour la culture
1	11	attaché principal ou attachée principale	expert	1	12	directeur de centre sportif
1	11	attaché principal ou attachée principale	expert	1	11	conseiller-adjoint (Service de la jeunesse de la Direction générale de la culture - Direction d'administration de la jeunesse et de l'éducation permanente) »
3°) entre la mention :						
« 2+	25	gradué ou graduée	administratif	2	20	rédacteur comptable »
et la mention :						
« 2	22	chef administratif ou chef administrative	administratif	2	24	chef administratif »
sont insérées les mentions :						
« 2+	25	gradué ou graduée	spécialisé	2	24	chef d'activités principal de deuxième classe
2+	25	gradué ou graduée	spécialisé	2	22	chef d'activités de deuxième classe
2	22	chef d'activités principal de deuxième classe	spécialisé	2	24	chef d'activités principal de deuxième classe »
4°) entre la mention :						
« 2	21	sous-chef de bureau ou sous-chef de bureau	administratif	2	22	sous-chef de bureau »
et la mention :						
« 2	20	assistant ou assistante	administratif	2	22	agent comptable »
est insérée la mention :						
« 2	20	assistant ou assistante	spécialisé	2	22	chef d'activités de deuxième classe »

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

Art. 5. A l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1°) au paragraphe 3, les mots :

« Chef d'activités principal de deuxième classe 24/1 28/1 »

sont insérés entre les mots :

« Vérificateur 23/1 27/2 »

et les mots :

« Gestionnaire de la documentation 24/1 28/1 »;

2°) cet article est complété par le paragraphe suivant :

« § 4. Par dérogation aux articles 5 et 30, les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient de l'échelle suivante : inspecteur principal pour la culture, inspecteur principal de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air (R 11).

894.104 - 1.390.104

3/1 x 24.933

11/2 x 38.291

(Cl. 24 A - N. 1 - C.B.)

bénéficient de l'échelle 11/3 figurant à l'annexe V du présent arrêté aussi longtemps qu'ils ne peuvent justifier d'une ancienneté de niveau de 15 ans. »

Art. 6. A l'article 34 du même arrêté, les mots « chef d'activités principal de deuxième classe 220/2S » sont insérés entre les mots « chef administratif 220/1 S » et les mots « correspondant en chef de la recherche 220/2S ».

Art. 7. A l'annexe I du même arrêté, dans la rubrique « Echelles du niveau 1 », au point 2 « Echelles de qualification 2 », est inséré un deuxième alinéa, rédigé comme suit : « Les échelles 100/2S, 101/2S, 102/2S, 110/2S sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 140.000. »

Art. 8. A l'annexe IV du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre la mention		
« directeur	dirigeant du service technique	1 »
et la mention		
« attaché ou attaché principal	architecte	1 »
sont insérées les mentions :		
« directeur	conseiller au patrimoine culturel	1 »
« directeur	conseiller littéraire	1 »
« directeur	conseiller chargé du contrôle de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques	1 »
« directeur	conseiller pour la promotion cinématographique	1 »
« directeur	conseiller pour la promotion des arts plastiques	1 »
« directeur	conseiller pour la promotion musicale	1 »
« directeur	conseiller théâtral	1 »
« directeur	premier conseiller des services sportifs	2 »
« attaché principal	conseiller-adjoint (arrêté royal du 3 octobre 1969)	1 »
« attaché principal	directeur de centre sportif	2 »
« inspecteur principal	inspecteur principal de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air	2 »
« inspecteur principal	inspecteur principal pour la culture	2 »,
« attaché ou attachée	chef d'activités de première classe	2 »
2°) entre la mention		
« gradué ou gradué principal	rédacteur comptable	2 »
et la mention		
« chef administratif	chef administratif	1 »
sont insérées les mentions :		
« gradué ou gradué principal	chef d'activités principal de deuxième classe	2 »
« chef d'activités principal de deuxième classe	chef d'activités principal de deuxième classe	2 »
3°) entre la mention		
« sous-chef de bureau	sous-chef de bureau	1 »
et la mention		
« assistant ou assistant principal	agent comptable	2 »
est insérée la mention :		
« assistant ou assistant principal	chef d'activités de deuxième classe	2 »

Art. 9. A l'annexe V du même arrêté, l'échelle suivante est insérée entre l'échelle 12/1 et l'échelle 29/5 :

	« 11/3
	3/1 x 25.307
	11/2 x 38.865
0	907.516
1	932.826
2	958.130
3	983.437
4	983.437
5	1.022.302
6	1.022.302
7	1.061.167
8	1.061.167
9	1.100.032
10	1.100.032
11	1.138.897
12	1.138.897

13	1.177.762
14	1.177.762
15	1.216.627
16	1.216.627
17	1.255.492
18	1.255.492
19	1.294.357
20	1.294.357
21	1.333.222
22	1.333.222
23	1.372.087
24	1.372.087
25	1.410.952 »

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 10. En tant qu'il s'applique aux agents titulaires d'un grade dont la mention est insérée dans l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 4 du présent arrêté, l'article 124 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 11. Sont abrogés :

1°) l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées des centres sportifs de la Direction générale du Sport et du Tourisme des Services de l'Exécutif de la Communauté française Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

2°) l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées de la Direction générale de la Culture et de la Communication des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur, belge.

Art. 13. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 janvier 1999

Le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre-Présidente,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Éducation permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 166

[C - 99/29005]

7 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 124, 125, 2M, 133 en bijlage II;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 33 en 34 en de bijlagen I, IV en V;

Gelet op het protocol nr.195 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 18 mei 1998;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 11 mei 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 1998;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 maart 1998;
 Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 juni 1998 waarbij het advies van de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand wordt aangevraagd;
 Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 oktober 1998, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°) van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
 Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;
 Gelet op de beraadslaging van de Regering van 7 december 1998 :

Arrête :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. Aan artikel 124 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2, worden de woorden « *eerstaanwendend chef der activiteiten tweede klasse* » ingevoegd tussen de woorden « *eerste correspondent der vorsing*, » en de woorden « *bestuurschef*, »;

2° in lid 4, worden de woorden « *eerstaanwendend chef der activiteiten tweede klasse* » ingevoegd tussen de woorden « *De ambtenaren die titularis zijn van de graad* » en de woorden « *rekenplichtig opsteller* ».

Art. 2. In artikel 125, 2°, worden de woorden « *eerstaanwendend chef der activiteiten tweede klasse* » ingevoegd tussen de woorden « *de ambtenaren die titularis zijn van de graad* » en de woorden « *bestuurschef* ».

Art. 3. Artikel 133 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 133. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1996, behalve artikel 119, dat in werking treedt op de door de Regering bepaalde datum voor de inwerkingtreding van de personeelsformatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en artikel 50, dat op 1 januari 1997 in werking treedt. De ambtenaren die titularis zijn van de graad inspecteur lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, inspecteur voor cultuur, attaché voor het cultureel patrimonium, letterkundig attaché, attaché voor toneelkunst, attaché voor de bevordering van de plastische kunsten, attaché voor de bevordering van muziek, attaché voor de bevordering van de film, attaché belast met het toezicht op en de coördinatie van de activiteiten voor de bevordering en de verspreiding van kunst, eerste attaché voor het cultureel patrimonium, eerste letterkundig attaché, eerste attaché voor de toneelkunst, eerste attaché voor de bevordering van de plastische kunsten, eerste attaché voor de bevordering van muziek, eerste attaché voor de bevordering van de film, eerste attaché belast met het toezicht op en de coördinatie van de activiteiten voor de bevordering en de verspreiding van kunst, blijven evenwel onderworpen aan de bepalingen die geldig zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, behalve wat betreft :

- de artikelen 3 en 4 van titel I;
- titel II;
- artikel 7 van titel III;
- titel IV;
- titel V;
- de artikelen 20 tot 30 van titel VI;
- titel VII;
- de hoofdstukken IV en V van titel VIII;
- titel IX;
- titel X;
- titel XI;
- titel XII;
- titel XIII;
- de artikelen 123, 127, 128 en 129 van titel XIV. ».

Art. 4. In bijlage II van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1°) tussen de melding

« 1	12	directeur	administratief	1	14	eerste rechtskundig adviseur en de melding
« 1	12	directeur	deskundig	1	13	hoofdingenieur-directeur
worden de volgende meldingen ingevoegd :						
« 1	12	directeur	inspectie	1	14	eerste adviseur sportdiensten
« 1	12	directeur	deskundig	1	13	adviseur voor het cultureel patrimonium
« 1	12	directeur	deskundig	1	13	letterkundig adviseur
« 1	12	directeur	deskundig	1	13	adviseur voor toneelkunst
« 1	12	directeur	deskundig	1	13	adviseur voor de bevordering van de plastische kunsten

« 1	12	directeur	deskundig	1	13	adviseur voor de bevordering van muziek
		directeur	deskundig	1	13	adviseur belast met het toezicht op en de coördinatie van de activiteiten inzake bevordering en verspreiding van kunst
2°) tussen de melding						
« 1	12	directeur	deskundig	1	13	leider van de technische dienst
en de melding						
« 1	10	attaché	deskundig	1	10	architect
worden de volgende meldingen ingevoegd :						
« 1	11	eerstaanwend inspecteur	inspectie	1	12	eerstaanwend inspecteurhoofd van dienst
« 1	11	eerstaanwend inspecteur	inspectie	1	12	eerstaanwend inspecteur lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens
« 1	11	eerstaanwend inspecteur	inspectie	1	13	eerstaanwend inspecteur voor cultuur
« 1	11	eerstaanwend attaché	deskundig	1	12	directeur sportcentrum
« 1	11	eerstaanwend attaché	deskundig	1	11	adjunct-adviseur (Dienst voor de Jeugd van de Algemene directie C u l t u u r - Bestuursdirectie voor jeugd en permanente opvoeding)
3°) tussen de melding						
«2+	25	gegradueerde	administratief	2	20	rekenplichtige opsteller
en de melding						
« 2	22	bestuurschef	administratief	2	24	bestuurschef
worden de volgende meldingen ingevoegd :						
«2+	25	gegradueerde	gespecialiseerd	2	24	eerstaanwend chef der activiteiten tweede klasse
« 2+	25	gegradueerde	gespecialiseerd	2	22	chef der activiteiten tweede klasse
« 2	24	eerstaanwend chef der activiteiten tweede klasse	gespecialiseerd	2	24	eerstaanwend chef der activiteiten tweede klasse
4°) tussen de melding						
« 2	21	onderbureauchef	administratief	2	22	onderbureauchef
en de melding						
« 2	20	assistent	administratief	2	22	rekenplichtig ambtenaar
wordt de volgende melding ingevoegd :						
« 2	20	assistent	administratief	2	22	chef der activiteiten tweede klasse

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 5. In artikel 33 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in paragraaf 3, worden de woorden

eerstaanwend chef der activiteiten tweede klasse	24/1	28/1
ingevoegd tussen de woorden		
Verificateur	23/1	27/2
en de woorden		
Documentatiebeheerder	24/1	28/1

2°) aan dat artikel wordt volgende paragraaf toegevoegd :

« § 4. In afwijking van de artikelen 5 en 30, genieten de ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de volgende schaal genoten :

eerstaanwend inspecteur voor cultuur, eerstaanwend inspecteur lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens (R11)

894.104 - 1.390.104

3/1x24.933

11/2x38.291

(Kl. 24 J - N. 1 - C.B.),

de schaal 11/3 van bijlage V bij dit besluit zolang ze niet een niveau-anciënniteit van 15 jaar kunnen bewijzen. »

Art. 6. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de woorden « eerstaanwend chef der activiteiten tweede klasse 220/2S » ingevoegd tussen de woorden « bestuurschef 220/1S » en de woorden « hoofdcorrespondent der vorsing 220/2S ».

Art. 7. In bijlage I van hetzelfde besluit, in de rubriek « Schalen van niveau 1 », bij punt 2 « Kwalificatieschalen 2 », wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : « De schalen 100/2S, 101/2S, 102/S, 110/2S bestaan uit de overeenkomende basisschalen, vermeerderd met een forfaitair bedrag van 140.000. » .

Art. 8. Aan artikel IV van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1°) tussen de melding

directeur	leider van de technische dienst	1
en de melding		

attaché of eerstaanwend	architect	1
attaché		

worden de volgende meldingen ingevoegd :

directeur	adviseur voor het cultureel patrimonium	1
-----------	---	---

directeur	letterkundig adviseur	1
-----------	-----------------------	---

directeur	adviseur belast met het toezicht op en de coördinatie van de activiteiten inzake bevordering en verspreiding van kunst	1
-----------	--	---

directeur	adviseur voor de bevordering van de film	1
-----------	--	---

directeur	adviseur voor de bevordering van de plastische kunsten	1
-----------	--	---

directeur	adviseur voor de bevordering van muziek	1
-----------	---	---

directeur	adviseur voor de toneelkunst	1
-----------	------------------------------	---

directeur	eerste adviseur voor sportdiensten	2
-----------	------------------------------------	---

eerstaanwend attaché	adjunct-adviseur (Koninklijk besluit van 3 oktober 1969)	1
----------------------	--	---

eerstaanwend attaché	directeur van sportcentrum	2
----------------------	----------------------------	---

eerstaanwend inspecteur	eerstaanwend inspecteur lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens	2
-------------------------	--	---

eerstaanwend inspecteur	eerstaanwend inspecteur voor cultuur	2
-------------------------	--------------------------------------	---

attaché	chef der activiteiten eerste klasse	2
---------	-------------------------------------	---

2°) tussen de melding

gegradueerde of eerstaanwend	rekenplichtig opsteller	2
gegradueerde		

en de melding

bestuurschef	bestuurschef	1
--------------	--------------	---

worden de volgende meldingen ingevoegd :

gegradueerde of eerstaanwend	eerstaanwend chef der activiteiten tweede klasse	2
gegradueerde		

eerstaanwend chef der activiteiten	eerstaanwend chef der activiteiten tweede klasse	2
tweede klasse		

3°) tussen de melding

onderbureauchef	onderbureauchef	1
-----------------	-----------------	---

en de melding

assistent of eerstaanwend	rekenplichtig ambtenaar	2
assistent		

wordt de volgende melding ingevoegd :

assistent of eerstaanwend	chef der activiteiten tweede klasse	2
assistent		

Art. 9. In bijlage V van hetzelfde besluit wordt de volgende schaal ingevoegd tussen schaal 12/1 en schaal 29/5 :

	« 11/3
	3/1 x 25.307
	11/2 x 38.865
0	907.516
1	932.826
2	958.130
3	983.437
4	983.437
5	1.022.302
6	1.022.302
7	1.061.167
8	1.061.167
9	1.100.032
10	1.100.032
11	1.138.897
12	1.138.897
13	1.177.762
14	1.177.762
15	1.216.627
16	1.216.627
17	1.255.492
18	1.255.492
19	1.294.357
20	1.294.357
21	1.333.222
22	1.333.222
23	1.372.087
24	1.372.087
25	1.410.952 »

HOOFDSTUK III. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 10. Artikel 124 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, dat van toepassing is op de ambtenaren die titularis zijn van een graad waarvan de melding in de bijlage II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt ingevoegd bij toepassing van artikel 4 van dit besluit, treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen in verband met de gespecialiseerde ambten van de sportcentra van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen in verband met de gespecialiseerde ambten van de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op deze tijdens dewelke het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 januari 1999.

De Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,

Mevr. L. ONKELINX.

De Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek, Sport en Internationale betrekkingen,

W. ANCIÓN.

De Minister van Cultuur en Permanente opvoeding,

Ch. PICQUE.

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE